Le Pakistan, passé et présent

Par A.M. NOURUDDUN (M. Hamidullah)

L'Arabie, berceau de l'Islam, et le Pakistan, qui fait partie du continent sous les Himalaya, sont géographiquement des voisins immédiats. Ne nous étonnons donc pas s'ils ont entretenu des rapports économiques ou autres depuis l'Antiquité pré-islamique. Ainsi, dans son *Aswâq al-'Arab* (foires de l'Arabie), Ibn al-Kalbi précise : « Dabâ (dans les Emirats Arabes Unis actuels) est l'un des deux grands ports de l'Arabie. Les commerçants s'y rendent venant de *Sindh, de Hind et de Chine*, ainsi que les gens de l'Orient et de l'Occident. Sa foire se tenait le dernier jour du mois de Rajab... »

Dans sa biographie du Prophète, Ibn Hichâm dit : « Lorsque la délégation des Balhârith du Yémen se rendit à Médine pour déclarer sa conversion à l'Islam devant le Prophète, celui-ci demanda à son entourage : Qui sont ces gens qui ressemblent aux habitants de Hind (Inde) ?

La chose la plus célèbre dans le continent indo-pakistanais est la suivante : Le maharaja Tchakravati Farmâs de Calicut (au sud de Bombay) vit un soir que la lune s'était fendue en deux. Ses conseillers lui firent part que dans le trésor royal, il y avait un livre secret qui parlait sur tel événement. On ne fut pas déçu : en effet le livre prédisait cet événement et l'attribuait au dernier des Envoyés de Dieu. Le maharaja nomma son fils comme régent, se rendit à Médine et prêta le serment de fidélité à Muhammad, saint prophète de l'Islam ; puis, sur la directive de ce dernier, il prit le chemin du retour afin de prêcher l'Islam dans son pays. En route, néanmoins, il rendit son dernier soupir à Zafâr, au Yémen. Pendant de longs siècles, son tombeau, « tombeau du roi de l'Inde » constitua un lieu de pélerinage pour les Musulmans.

Une partie du Sindh (Daibul, etc.) fut rattachée à l'Etat islamique dès l'époque du calife 'Umar, comme nous l'apprend Balâdhurî. Sous les Umaiyads, Muhammad ibn Qâsim (jeune neveu de Hajjâj ibn Yûsuf), non seulement conquit toute la région, mais gouverna le pays avec une telle bienveillance que lorsqu'il fut mis à mort par un nouveau calife, pour complot politique, les non-Musulmans de Sindh fabriquèrent une idole en or de Muhammad ibn Qâsim et l'adorèrent dans leurs temples.

Sous les Abbâsides, Mahmoud Ghaznawi fit des conquêtes dans le Nord de l'Inde et relia son pays avec le Sindh par voie terrestre. Les dynasties changèrent de mains, les Ghouri, les Ghulâmân (rois surgis des esclaves turcs), puis les Moghols (Bahur et ses descendants) conquirent graduellement la totalité de l'Inde, le Tibet, une partie de Birmanie, etc. Ils règnèrent pendant des siècles avec une prospérité telle que la richesse fabuleuse et légendaire de leur pays ne resta pas ignorée de la lointaine Europe : les ambassades anglaise, portugaise et autres se succédèrent, les missionnaires chrétiens, les commerçants et les touristes d'Europe entière continuèrent à visiter le pays, et ont laissé des traces dans leurs récits de voyage. Les guerres civiles dans l'empire moghol ont fait que Bahâdur Chah II, le dernier empereur, fut capturé par les anglais qui ont rattaché une grande partie de l'Inde à la couronne britannique, en 1858. Eparpillés dans les quatre coins du sous-continent, et en occupant les 2/5e de la superficie, quelque six cents Etats, gouvernés par les indigènes — Musulmans, Hindous et Sikhs — sont néanmoins restés en dehors de l' « Inde britannique ». Ils étaient de toutes les dimensions : le Haiderabad, grand comme l'Italie ou la Grande-Bretagne ; le plus petit, n'ayant que 6 kilomètres carrés ! Le pouvoir politique aussi variait : la plupart durent conclure des traités de « co-opération subordonnée » avec les Anglais ; le Haiderabad ne conclut qu'une « alliance défensive perpétuelle et générale », gardant même le droit aux affaires étrangères, sans parler de ses lois, de sa monnaie, de ses timbres-postes, de sa langue (ourdou). Bref, il garda son indépendance, sous la dynastie des Asifjâhi, avec le titre officiel de « l'Allié fidèle du Gouvernement britannique », (fidélité à sens unique, d'ailleurs).

Les Anglais n'ont pu se maintenir que pendant 90 ans dans ce pays intellectuellement bien développé. (Pensons au simple fait que déjà avant l'indépendance, récente, le pays a fourni deux lauréats au prix Nobel : Krishnon pour la physique, et Tagore pour la littérature !) Les Musulmans arabo-perso-turcs avaient gouverné le pays pendant plus de mille ans, mais avec tolérance : le gouvernement ne s'intéressait jamais de prosélytisme ; les efforts des particuliers, surtout des derviches et des soufis, avaient gagné à l'Islam des régions entières, vainquant les réticences des populations les plus conservatrices du

monde qui croyaient religieusement dans l'Intouchabilité des étrangers. Ainsi Kachmir, Sindh et Panjab, ainsi le Bengale. Dans d'autres régions, les personnes moins douées ont obtenu des résultats relativement moindres, mais l'Islam continue d'être vivant, et ne cesse de se répandre depuis 14 siècles. Plus d'un tiers de la totalité des habitants est islamisé, malgré les resources et les efforts mieux organisés du rival chrétien.

A leur arrivée au pouvoir, les Anglais ont fait tout ce qui était humainement possible pour évangéliser les habitants, surtout les Musulmans : lors des famines ou autres catastrophes, on s'emparait des enfants et on les baptisait par la force ; on achetait — avant l'arrivée de l'imprimerie — les MSS du Coran pour les détruire ; on favorisait dans la fonction publique ou dans les entreprises les gens qui embrassaient la religion chrétienne. Le plus grave était d'un côté, la confiscation pure et simple des dotations pieuse *(Waqf)* qui faisaient fonctionner les écoles religieuses — 80.000 dans la seule province de Bengale, selon les chiffres officiels — et ce pour anéantir l'enseignement de l'Islam prodigué aux jeunes ; de l'autre côté, on abolissait la langue officielle et culturelle du pays, le persan, pour lui substituer l'anglais dans toutes les écoles et facultés gouvernementales, afin de créer une génération d'Indo-pakistanais, de corps indo-pakistanais mais avec la mentalité et l'esprit des Anglais ». (L'auteur de cette résolution, Lord Macauly, était loin de se douter que le résultat de cette mesure fut que les pire ennemis des Anglais se recrutaient parmi ces Indo-Pakistainais anglicisés, les Gandhi, les Nehru, les Jinnah).

Pour anéantir dans l'œuf la résurgence possible des Musulmans, leurs prédécesseurs au pouvoir étatique, les Anglais ont enseigné la magie des chiffres, la démocratie, pour que les Hindous noient par leur marée les Musulmans minoritaires, et pratiqué la politique consistant à diviser pour régner. La démocratie fut introduite dans les villages, ensuite dans les municipalités des villes, puis dans les administrations provinciales et, enfin, dans l'administration centrale. Ironie du sort : le parti du Congrès National (de Gandhi-Nehru, qui chassa les Anglais du pays) fut créé et patronné par un haut fonctionnaire anglais !

Pour mieux écouler leurs produits industriels, les Anglais ont mis un soin particulier à anéantir les industries indigènes, de tissage notamment. A la longue, ce fut la cause de la perdition : le seul débouché pour les intellectuels était la fonction publique, avec des possibilités limitées, évidemment. Le chômage de plus en plus grandissant chez les intellectuels accrut l'agitation politique ; de même les querelles religieuses parmi la population. Feu le Professeur Syed Abdul-Latif disait souvent : « Là où les Musulmans sont en majorité, leur politique devient leur religion ; quand ils sont en minorité, leur religion devient leur politique ». Quoi qu'il en soit, la notion occidentale de nationalité réussit dans les pays musulmans arabophones, persophones, turcophones, etc., mais pas dans l'Indo-Pakistan. La raison semble en avoir été que les Musulmans étaient minoritaires dans le pays, et, s'assimiler dans la culture de la majorité (des Hindous idolâtres, dogmatiquement croyant dans l'Intouchabilité) signifiait se suicider, accepter de devenir des parias.

Probablement, dans le but d'aggraver les querelles islamo-hindoues, le gouvernement anglais de l'Inde britannique aida le mouvement de *chouddhi* en le subventionnant par des centaines de millions. Cela voulait dire que les Musulmans dans le pays étaient à l'origine Hindous, qu'il fallait qu'ils redeviennent Hindous de gré ou de force ; sinon, ils devaient s'expatrier.

Après la première guerre mondiale, des « réformes » politiques furent consenties. Dans les administrations provinciales, on choisissait les ministres parmi les membres des assemblées législatives ; certains secteurs, comme l'éducation, furent confiés à des ministres indigènes. Un exemple : dans la province appelée Central Provinces (C.P.), un Hindou, Choukla, devint ministre de l'éducation ; il ordonna que dans toutes les écoles gouvernementales le programme devait commencer chaque jour par l'adoration en commun de la déesse Sarasvati, sans distinguer si l'étudiant était musulman ou Hindou. Dans cette province, les Musulmans n'étaient que 5 pour cent. Donc une belle occasion, pour toutes sortes d'expérimentation. Un jour, le gouvernement hindou décida de mettre une fois pour toutes les Musulmans à la raison et de donner une leçon aux autres provinces. Lors d'une des bagarres habituelles entre Hindous et Musulmans, les Hindous bien armés furent puissamment appuyés par les gendarmes, et cinquante mille Musulmans furent massacrés. (Ce fut probablement la fin de tout espoir de cohabitation pacifique). Le parti du Congrès nomma une commission pour rédiger un projet de Constitution pour le futur gouvernement de l'Inde indépendante, et son président fut Motilal Nehru (père de Jawaharlal, et grand-père d'indira Gandhi). Les hasards de l'histoire avaient voulu que les Musulmans ne soient pas également répartis dans le pays tout entier, et de ce fait ils se trouvaient minoritaires partout. Dans le Sindh, le Balouchistan et la province frontalière (limitrophe de l'Afghanistan), les Musulmans étaient désespérément majoritaires, presque 80 % ; (dans d'autres, comme la Panjab et le Bengale, ils n'étaient que 60 à 65 %, donc

moins dangereux, avec le jeu des partis politiques). Le « Nehru Report » constitutionnel proposa que les provinces à prédominance musulmane ne devaient pas avoir les mêmes compétences que les autres provinces, mais devaient être pratiquement mises sous tutelle.

Ce fut dans une telle atmosphère que Jinnah, intensément « nationaliste », quitta le parti du Congrès pour adhérer au parti de Muslim League. Ce fut aussi dans cette atmosphère que le poète-philosophe Iqbal lança l'idée de la division de l'Inde britannique en deux Etats indépendants, les provinces à population majoritaire musulmane se séparant du reste du pays. Le mot Pakistan fut inventé plus tard, pour désigner ces régions (P : Panjab, K : Kachmir, S : Sindh, etc.). Cette résolution du désespoir causée par le fanatisme anti-islamique des Hindous aggrava encore la situation.

Vint alors la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle les Etats-Unis *obligèrent* les Anglais à satisfaire les aspirations populaires de l'Inde britannique. Durant la guerre même, il y eut une consultation politico-constitutionnelles pour le transfert des compétences, d'autant plus que l'armée recrutait de plus en plus des indigènes, qui apprirent le maniement des armes, et fournirent même des officiers ayant rang de capitaines, commandants, colonels. Démobilisés, ils constituaient un danger beaucoup plus grand que les civils sans connaissances militaires dans un pays qui n'avaient jamais connu de service militaire obligatoire.

La division du pays était une résolution du désespoir, devant l'obstination (presque sioniste) des Hindous vis-à-vis des Musulmans du pays, mais elle n'était pas une solution idéale. Les provinces « musulmanes » étaient moins développées industriellement et économiquement. Pensons que s'il y avait de nombreux Musulmans dans l'armée et la police, on ne trouvait presque personne dans les banques et les industries lourdes. Les ressources naturelles aussi rendaient le pays interdépendant. Face à ces problèmes sérieux, Jinnah, chef incontesté des Musulmans, accepta lors des consultations constitutionnelles de renoncer à la division du pays ; il se contenta de l'autonomie des provinces musulmanes et de quelque influence supplémentaire pour la minorité musulmane dans l'administration centrale. Une espèce de stage de l'indépendance commençait : Le gouverneur-général Lord Mountbatten comme président du conseil, Jawaâharlâl Nehru comme vice-président, Liyâqat Ali Khân (Musulman) comme ministre des finances, Gandhi et Jinnah restant hors du gouvernement, mais le contrôlant. L'expérience échoua, et ce sont les Hindous qui exigèrent et obtinrent la partition. Voici pourquoi :

Abul-Kalâm Azâd (un Musulman nationnaliste) assura la présidence du Congrès pendant toute la durée de la deuxième guerre mondiale, puis jusqu'à l'établissement de l'Etat indépendant. Il fut ensuite le ministre de l'éducation nationale dans l'Inde hindouiste (où il y avait environ 15 pour cent de Musulmans, malgré la séparation du Pakistan, c'est-à-dire quelque 80 millions de Musulmans). Azâd est mort depuis, mais son autobiographie est une mine d'informations historiques de première main. Il y raconte : Mr Valabhbhoy Patel, ministre de l'intérieur, demanda un jour à son département de lui fournir un secrétaire supplémentaire, du fait de l'excès du travail administratif. Liyâquat Ali Khân, ministre des finances, refusa. Blessé dans son amour-propre, il travailla pour gagner le vice-président Jawâharlal Nehru à sa cause, puis les deux, ensemble, firent prévaloir auprès de Gandhi — avec la bénédiction de Lord Mountbatten — la nécessité de la partition. Jinnah fut placé devant le fait accompli. Le soir même où les deux parties, Hindous et Musulmans, acceptèrent la partition, le gouverneur-général s'envola pour Londres. Il demanda au gouvernement travailliste d'alors de rédiger et de faire approuver par la Chambre des Communes la loi de l'indépendance, de prévoir la partition dans les trois jours, ainsi que le transfert des pouvoirs et la proclamation de l'indépendance dans les quelques semaines à venir. Pourquoi cette hâte ? Dieu seul connaît les pensées cachées.

L'Inde britannique fut ainsi divisée en deux Etats indépendants, le Pakistan et le Bhârat (qui s'obstine à s'appeler l'Inde tout court, avec des visées expansionnistes). Mais presque la moitié du continent comportait des Etats gouvernés par des rois indigènes. Avant d'en parler, il faut signaler que la hâte délibérée avec laquelle on divisa le pays ne permit pas, entre autres questions inter-étatiques, d'établir leurs frontières. Une commission tripartite fut nommée, comprenant un Pakistanais, un Bharatien et un Anglais pour régler, à la majorité des votes, les divergences. Le Président, Anglais, votait toujours contre le Pakistan, et ainsi fut créé le problème du Kashmir. Dans cet Etat, le roi était hindou, mais quelque 90 pour cent de la population étaient musulmans. Lors de la partition de la province du Penjab, si la règle générale de la majorité avait été respectée, le Kashmir serait devenu une enclave et aurait, sans difficultés, été cédé au Pakistan. Mais la commission céda certaines régions au Bhârat, qui eut ainsi une frontière commune avec le Kashmir et put l'envahir, contre le gré de la population. Et ainsi de suite...

Dans les premiers jours de l'indépendance, des milliers de musulmans furent massacrés à la Nouvelle Delhi, capitale du Bhârat. (Ces massacres ne servaient pas Nehru. Qui donc

les organisa ? Les soupçons furent dirigés vers les Anglais). Une panique s'en suivit dans le pays et des millions de musulmans qui étaient restés dans le Bhârat quittèrent à pied la patrie pour se réfugier au Pakistan, ne pouvant emmener avec eux que les seuls vêtements qu'ils portaient. Des milliers périrent en route. L'arrivée des survivants devant la frontière pakistanaise créa la panique chez les Hindous et les Sikhs resté au Pakistan. Sans raison, ceux-ci partirent pour le Bhârat. En deux semaines, quelque dix millions de personnes traversèrent la frontière de part et d'autre. L'installation des réfugiés exigea des décennies. Des dizaines de milliers de femmes musulmanes furent enlevées par les Hindous-Sikhs alors qu'elles s'apprêtaient à gagner le Pakistan ; on ne les a jamais retrouvées.

Parlons à présent des Etats indigènes. Le Kashmir, dans le nord du pays, était à l'origine un Etat musulman. Lorsque les Anglais l'ont occupé, ils étaient à court d'argent et ils le vendirent pour une certaine somme à un non-musulman. Les nouveaux maîtres du pays constituèrent une dynastie de bigots, tolérés par les autorités de l'Inde britannique parce que les victimes étaient des musulmans. Selon le journal « The Times », de Londres, lorsqu'on donna accès au Bhârat à la frontière du Kashmir, l'armée anglaise stationnée dans cette province s'apprêtait à évacuer le pays pour regagner l'Angleterre. Mais avant de partir, les Anglais armèrent les indigènes musulmans pour leur permettre de se soulever contre le maharaja hindou. Pris de panique, ce dernier gagna le Bhârat dont il sollicita l'intervention militaire. Lorsque l'armée indienne — commandée par un Anglais et transportée par avion — arriva, la rébellion avait gagné tout le pays. L'armée pakistanaise, elle aussi sous commandement anglais, dut « bouger ». Les deux commandants « adversaires » s'entretenaient tous les jours entre eux par radiophonie ! Mais c'est le malheureux Kashmir qui a souffert — et continue de souffrir —, divisé qu'il est depuis 1948 en les « occupations militaires » du Pakistan et du Bhârat. L'O.N.U. a décidé l'organisation d'un referendum, mais le Bhârat le refuse. Pour le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, cela n'a aucune importance : pour lui, tout est pour le mieux.

Trois autres Etats du centre-ouest du pays, Junâdagh, Sardârgadh et Babriawâd, avaient une population et des souverains musulmans. Ils furent envahis par le Bhârat, et l'agitateur d'hier contre l'occupation étrangère, anglaise, est à présent le fidèle successeur du tyran d'hier.

De par son importance, Haiderâbâd, dans le sud, exigerait à lui seul un article. Mais nous rappellerons brièvement la tragédie qui a été la sienne. Indépendant depuis six siècles, et qui sut le rester même sous l'occupation britannique, cet Etat était grand comme l'Italie. Pour des raisons historiques, sa province donnant sur la mer, tout en restant sous la souveraineté de la mère-patrie, était administrée par l'Inde britannique. Lorsqu'ils quittèrent l'Inde, les Anglais ne la rétrocédèrent pas au Haiderâbâd, mais au Bhârat. Il en fut de même pour le Berâr, la province septentrionale, la plus riche.

Diminué de ces deux provinces, le reste de l'Etat était grand comme l'Italie ou la Grande-Bretagne, avec environ 20 millions d'habitants, dont un tiers de musulmans. Il avait son Parlement, ses institutions démocratiques, et constituait un modèle de coexistence pacifique entre individus de religions, de langues et de races différentes. Haiderâbâd prit conscience de sa situation et proposa au Bhârat une coordination dans les domaines des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la défense, gardant son indépendance dans les autres domaines. Mais les expansionnistes répondirent : rattachement au Bhârat ou « nous marchons ». Il y eut effectivement agression. Au cours d'une guerre inégale qui ne dura qu'une semaine, Haiderâbâd perdit 350.000 hommes, sans compter les dégâts qui se chiffrèrent par milliards par suite notamment des pillages. Immédiatement après, les nouveaux maîtres divisèrent l'Etat de Haiderâbâd en trois parties, selon les langues locales qui y étaient parlés, qui furent réparties, comme butin de guerre, entre les trois provinces du Bhârat.

Dans les derniers jours de sa vie, le Premier ministre bharatien responsable de ces événements, Nehru, reconnut ses torts. La politique du nationalisme linguistique a coûté cher au Bhârat. Et ce n'est pas fini. Les soulèvements actuels en Assam et dans le nord-est du pays ne sont que les signes extérieurs du mal qui a sapé la vitalité de ce grand pays à civilisation antique.

Notons en passant qu'en dépit de la répression systématique dont est victime l'Islam, des conversions sont enregistrées chaque jour. Les statistiques officielles en témoignent, qui indiquent que les musulmans représentent 15 pour cent de la population, alors qu'ils étaient 10 pour cent après l'exode des premiers jours il y a trente ans.

Terminons l'histoire du Bhârat par un petit fait anecdotique : les Hindous ont dans leurs panthéons 400 millions de dieux, dont la présidente est la Vache. Dans la constitution « laique » du pays, il est précisé que le gouvernement doit prendre des mesures pour interdire l'abattage et la consommation de la vache. Il existe un fauve, nilgault (étymologiquement : vache bleue) qui occasionne des dégâts aux cultures. Comme son nom rappelle la vache sacrée, le gouvernement en inter-

dit la chasse. Les paysans hindous s'étant plaints de cette décision, un projet de loi fut adopté par le Parlement de la province Utter Pardesh aux termes duquel ce fauve s'appellerait désormais le « cheval bleu » et pourrait être chassé impunément !

PAKISTAN

Lorsque le Parlement anglais adopta la loi accordant l'indépendance à l'Inde britannique, en la divisant en deux Etats — Pakistan et Bhârat — (le Pakistan divisé lui-même en deux parties séparées l'une de l'autre par plus de mille kilomètres), il était entendu que les Etats qui prenaient ainsi la succession resteraient au sein du Commonwealth britannique, avec le statut de « dominion », et que, sur proposition de ces Etats, la Reine d'Angleterre « nommerait » le gouverneur-général. Lord Mountbatten ambitionnait de demeurer gouverneur-général même après l'indépendance. Sa politique bhâratophile, anti islamique lui valut les grâces du Bhârat. Mais le Pakistan le récusa et décida que Muhammad Ali Jinnah serait son premier gouverneur-général. Mountbatten ne le lui pardonna jamais, et de ce fait son anti-islamisme ne cessa de croître jusqu'à sa mort.

La division du pays impliquait le partage non seulement des terres mais aussi des autres biens en des proportions convenues. Le Bhârat n'a jamais respecté cette convention. En fait, le Pakistan a dû renoncer à sa quote-part, surtout en ce qui concerne les stocks d'armes et de munitions. Même les Anglais ne tinrent pas leurs engagements : la bibliothèque India Office, à Londres, devait être divisée et rapatriée ; elle se trouve toujours dans la capitale britannique et ne fait l'objet d'aucun soin. Quant au fameux diamant Koh-I-Noor, il reste lui aussi à Londres, la Reine ne désirant pas, apparemment, s'en séparer...

Au cours des premières semaines, lorsque des centaines de milliers de personnes traversèrent la frontière de part et d'autre, une chose fut durement ressentie : il n'y avait presque pas de musulmans dans les banques de ce qui était devenu le Pakistan. En partant les Hindous avaient emmené l'argent, les clés des coffres et même les registres. Il n'y avait plus de liquidités. Ceci avait été fait à bon escient, dans l'espoir que dans six mois au plus tard le Pakistan supplierait à deux genoux sa réintégration au sein du Bhârat.

A ce moment, Haiderâbâd n'était pas encore occupé et il offrit quelques centaines de millions au Pakistan, qui ne suffirent cependant pas. Le grand-père de Karim Agha Khan courut au secours du Pakistan. Il donna l'ordre à tous ses fidèles à travers le monde de transférer leurs avoirs dans les banques du Pakistan. Ces milliards sauvèrent économiquement le pays, en attendant la perception des premiers impôts, au grand désespoir du Bhârat.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, les Pakistanais, issus des Indiens, n'ont jamais connu les notions de nationalisme régional, linguistique ou racial. Ils n'étaient que des musulmans, parce que minoritaires au sein d'une population hostile. Ils ont toujours gardé cette disposition d'esprit, en dépit du fait qu'il existe plusieurs langues et plusieurs races parmi les musulmans mêmes du Pakistan. Seuls dérogent les agents provocateurs, téléguidés par l'étranger judéo-christiano-communiste. La séparation du Pakistan de l'Est est dûe beaucoup plus à l'invasion hindoue qu'à la volonté des Bengalais. Ces derniers, au vu de l'expérience amère qu'ils vivent, reconnaissent aujourd'hui le tort causé par leur nationalisme linguistique.

La constitution qu'on hérita de l'Inde britannique fut modifiée selon les besoins. Mais une nouvelle Constitution « islamique » était désirée ardemment par la population. Une Constitution non-islamique appliquée par des musulmans satisferait les besoins requis, mais une Constitution « islamique » appliquée par des ambitieux, des égoïstes et des personnes ne pratiquant pas l'Islam dans leur vie donnerait des résultats contraires. Les Pakistanais n'étaient pas des anges, mais des hommes comme tous les hommes. Le Parlement pakistanais se préoccupa d'élaborer une Constitution « islamique ». Il y en eut même plusieurs au cours des trois dernières décennies. Ce qui n'a pas empêché les coups d'états militaires.

Les « pères » du Pakistan, Muhammad Ali Jinnah (gouverneur-général) et Liyâqat Ali Khan (Premier ministre) ne vécurent pas longtemps. Le premier mourut un an après la proclamation du Pakistan, et le second fut assassiné peu après. On n'a jamais pu élucider le mystère de cet assassinat ni ses motivations, l'assassin ayant été abattu sur place par le garde du corps du Premier ministre.

Pour succéder à Jinnah, on nomma un Bengalais, Nâzimuddin, lequel après la mort de Liyâquat Ali Khan préféra devenir Premier ministre (donc tout puissant) et laisser son poste de gouverneur-général au ministre des finances, Ghulâm Muhammad. Il est inutile d'entrer dans le détail des coups d'état successifs. Iskender Mirza, qui succéda à Ghulâm Muhammad, fut chassé par Aiyûb Khan, le commandant-en-chef de l'armée. Le Bhârat tenta d'envahir le pays mais sans grand succès, et une rencontre à Tachkent restaura la paix précaire. Des troubles estudiantins obligèrent Aiyûb Khan à se retirer et il confia le pouvoir à son proche parent, le général Yahya Khan. Le Bhârat envahit une nouvelle

fois le pays, se concentrant sur la partie Est qui fit scission sous le nom de Bengladesh. La défaite balaya le général et amena au pouvoir le chef politique de la majorité parlementaire, Ali Bhutto. Ce dernier se rendit impopulaire, insupportable même par la politique qu'il suivit : il ne tolérait aucune opposition, aucune différence d'opinion et faisait exécuter les opposants politiques. Sous la direction du général Zia Ul-Haq l'armée intervint à nouveau. Celui-ci est un musulman pratiquant et pieux, tout le monde le reconnaît. Mais a-t-il su s'entourer d'administrteurs qualifiés ? Seul l'avenir le dira. Toujours est-il qu'il n'a pas tenu ni ses engagements ni ses promesses. Il doit avoir ses raisons. Mais le manquement à la parole donnée au peuple n'est pas pardonnable et seules les conséquences comptent.

Du temps du colonialisme, la politique anglaise avait pour objectif d'empêcher la création d'industries, particulièrement dans les régions musulmanes. Mais en 32 ans d'existence, le Pakistan a fait de grands progrès dans le domaine industriel ; il possède même des savants qui maitrisent la science nucléaire.

Dans un monde matérialiste, personne n'est l'ami de personne. Seule la puissance dissuasive suscite le respect de la part d'autrui. Hormis les voisins expansionnistes, le Pakistan n'a aucun ennemi, même chez les non-musulmans.

RAPPORTS AVEC L'ETRANGER

Les progrès enregistrés par le Pakistan dans les domaines militaires et de l'instruction en général lui permettent d'exporter ses spécialistes à l'étranger. C'est ainsi que des centaines de pilotes se trouvent dans les pays musulmans du Proche-Orient et de l'Extrême-Occident, de même des centaines de médecins et d'enseignants professent actuellement en Asie et en Afrique. Le Pakistan n'ayant pas de pétrole, ces Pakistanais à l'étranger procurent à leur pays des devises considérables.

Entouré par les « Grands », le Pakistan a essayé de pratiquer, avec une certaine réussite, une politique de paix avec non seulement l'Occident, mais aussi avec la Chine, l'URSS, etc... Mais il se trouve que ce sont ces voisins qui ne lui ont pas épargné les soucis.

Oubliant qu'il a lui-même créé le Pakistan en le forçant à se séparer de l'Inde britannique, le Bhârat l'a déjà agressé par trois fois. La minorité musulmane dans le Bhârat est tellement importante qu'elle pèse de manière décisive déjà lors des élections. Plus l'anti-islamisme augmentera, plus unis et solidaires seront les musulmans. Est-il donc dans l'intérêt du Bhârat d'accroître le nombre de ses sujets musulmans par des « aventures inutiles », telles que l'annexion du Kashmire ?

Méfiante tant à l'égard de l'Union Soviétique que du Bhârat, la Chine est contrainte de demeurer l'amie du Pakistan. Mais elle n'a pas pour autant levé le plus petit doigt lorsque le Bhârat a attaqué le Pakistan oriental (Bengladesh). Sa passivité a entraîné les conséquences suivantes : si, auparavant, la Chine pouvait combattre le Bhârat jusqu'au dernier Pakistanais, dorénavant elle devra le faire toute seule !

L'Union Soviétique s'est aventurée à supprimer l'Etat-tampon de l'Afghanistan et est devenue ainsi la voisine immédiate du Pakistan. Les maîtres du Kremlin ont-ils pensé que dans une vingtaine d'années les musulmans constitueront la moitié, sinon la majorité, de la population du Kazan, de l'Oufa, de la Caucasie et des vastes régions de l'Asie Centrale ? Est-il sensé d'y ajouter les Afghans qui tolèrent mal la présence soviétique sur leur sol ? Pourquoi brusquer l'islamisation du marxisme ? Même les Turkistaniens marxistes ne raisonneront pas à la russe. Ne faut-il pas se « débarrasser » de ces sujets musulmans en les éloignant un peu de la Russie, en leur octroyant l'autonomie interne, surtout dans le domaine culturel, pour qu'ils pèsent moins lourdement sur la politique de Moscou et restent de bon gré à l'intérieur de l'URSS ? Ils seront ainsi moins sensibles au « flirt » chinois dans les régions frontalières.

Mais les « mini-têtes » de la politique des « Grands » préfèrent s'obstiner dans leur intoxication et naviguent à l'aveuglette. Puis-je rappeler une donnée immuable soulignée dans le Coran (8/30, cf aussi 3/54): «Et ils stratégient, et Dieu stratégie. Cependant, Dieu est le meilleur de tous ceux qui stratégient». Pour que le dernier mot reste au Seigneur, il sera peut-être naturel que dans ce monde les musulmans souffrent de plus en plus pour que leur union et leur solidarité éclatent au grand jour.

L'empire britannique était le plus vaste de notre époque et, malgré la victoire durant les deux guerres mondiales, il a éclaté sous nos yeux. L'empire soviétique s'étend de plus en plus. Les « mini-têtes » de l'O.L.P. et de la Libye, sans parler des Syriens et des sud-yéménites, ont peut-être facilité l'entreprise soviétique dans ce malheureux Afghanistan. Mais qui est en mesure de changer la nature humaine ? Quel peuple aime être dominé par un « frère aîné » ? Prendre les désirs pour des réalités et penser que les musulmans, déjà soviétisés ou sur la voie de l'être, seront éternellement musulmans de corps et russes d'esprit est une politique sujette à méditation. Mais l'homme propose et Dieu seul dispose (ou, « le destin rit », comme dit la version russe de ce proverbe).